

# Chômage : de mal en pis

***Avec 4 103 7000 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B et C, soit une hausse de 4 % sur l'année, c'est la vie de millions de femmes et d'hommes qui est mise à mal.***

Les chiffres catastrophiques du chômage pour le mois de juin traduisent, de manière criante, l'échec des politiques menées en matière d'emploi par le Gouvernement. Celles-ci sont loin d'être à la hauteur de la situation économique, plus que morose, que connaît notre pays.

Un constat : l'emploi ne s'améliore pas, la crise est toujours là et l'austérité imposée aux populations aggravera la situation.

Voilà des mois que la CGT s'inquiète du maintien d'un chômage élevé et de la montée de la précarité pour tous et les chiffres du mois de juin ne font que confirmer l'aggravation de la situation des seniors, des jeunes et des chômeurs de longue durée.

Juin a été cruel pour les seniors avec une forte augmentation de 2% sur le mois (+13% sur un an). Et leur situation ne peut que s'aggraver avec le recul de l'âge du départ à la retraite et l'augmentation de la durée des cotisations, conséquences de la dernière réforme des retraites adoptée par le Gouvernement contre l'avis de la majorité des citoyens.

Les moins de 25 ans sont également fragilisés avec une hausse de 1,4% en juin. Comment le Président Sarkozy va-t-il s'y prendre pour valoriser un bilan si négatif, alors qu'il fait de « l'emploi des jeunes » un de ses thèmes privilégiés.

Enfin les chômeurs de longue durée peinent à se réinsérer sur le marché du travail et comme le mois dernier, ils continuent à grossir les rangs

des minima sociaux. Leur nombre atteint les 1 560 000 personnes inscrites depuis plus d'un an, soit une progression de 10% sur un an (+1% en un mois). Ils représentent désormais 38% du total des demandeurs d'emploi en juin.

Xavier Bertrand s'est fixé comme objectif peu ambitieux de passer sous la barre des 9% de chômeurs d'ici la fin de l'année. Il faudra qu'il nous explique comment il compte s'y prendre !

Face à l'échec avéré des politiques de l'emploi du gouvernement, la CGT réitère ses demandes :

- augmenter les salaires pour relancer la consommation et donc l'Economie ;
- élaborer une véritable politique industrielle ;
- renforcer les services publics et non les démanteler afin de renforcer la cohésion sociale ;
- renoncer à la loi Tepas, qui défiscalise les heures supplémentaires et empêche les embauches ;
- soumettre toute subvention publique à la condition d'une véritable politique d'emploi.

Face à cette situation, la CGT confirme, pour la rentrée, son appel à une mobilisation de grande ampleur des salariés du public et du privé, afin d'améliorer l'emploi et le pouvoir d'achat de tous.